

EN MARCHÉ I

Cominando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Volume X, no 2, printemps 1989

Les disparitions forcées...



Pour qui voter... ou plutôt... pourquoi voter?

Au cours des derniers mois, les populations de plusieurs pays d'Amérique latine ont été appelées à voter pour élire un nouveau gouvernement. Mexique, El Salvador, Panama, Argentine, Bolivie et bien d'autres pays nous présentent l'image d'un continent où la démocratie se porte bien. Pourtant, la réalité n'est pas si rose. Les violations systématiques des droits humains s'exercent aujourd'hui tout aussi largement sous les régimes "démocratiques" qu'elles ne se déployaient sous les dictatures. L'article du présent numéro traitant des disparitions forcées en fait d'ailleurs foi. Les régimes "démocratiques" ne garantissent pas plus que les dictatures, le respect d'un espace politique où les organisations syndicales, populaires et religieuses pourraient s'exprimer librement dans la société civile. En fait, selon une formule à la mode en Amérique latine, il conviendrait mieux de parler de "démocrature", ce nouveau concept où la dictature retrouve un second souffle en se camouflant sous de nobles prétentions démocratiques. L'État totalitaire et répressif refait magiquement son image quand des civils prennent la place des militaires à la tête des gouvernements.

Certes, s'il est vrai que les démocraties sont fragiles et bien souvent décevantes, il n'en demeure pas moins important que notre solidarité soit toute vigilante et active pour préserver et développer les espaces démocratiques suffisants à l'exercice du pouvoir populaire tant souhaité.

Avec l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir,

La paix est-elle possible au Salvador?

Par Lorraine Guay

Au moment d'écrire cet article, nous apprenons que 70 personnes (du monde syndical et populaire) ont été arrêtées par l'Armée salvadorienne. Les déclarations d'Humberto Centeno, membre de l'exécutif national de l'UNTS (la plus grande centrale syndicale du pays) confirment ce que les secteurs populaires craignaient avec la "victoire" d'ARENA: une recrudescence de la répression, une augmentation des violations des droits humains individuels et collectifs. Que se passe-t-il donc au Salvador suite aux dernières "élections" ? (Voir l'encadré "Quelques informations de base pour comprendre la conjoncture salvadorienne" en page 6)

Que signifie cette "victoire électorale" de la droite?

En premier lieu, il convient de bien situer la proportion de la population qui a effectivement voté pour ARENA. Il s'agit d'environ 15% de tout l'électorat potentiel du Salvador (voir les chiffres plus précis en encadré). Il s'agit également du plus haut taux d'abstentionnisme de toute l'histoire "électorale" du Salvador, soit plus de 60%. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'ARENA arrive au pouvoir avec un appui, non pas insignifiant, mais fort relatif...

Il convient également de relativiser la légitimité des élections elles-mêmes. Tous les observateurs rencontrés s'entendent pour dire qu'il n'y a pas d'élections démocratiques possibles dans une société non démocratique. Des élections en soi ne constituent pas "la" démocratie. Au Salvador, il n'existe aucune institution ou structure qui garantisse le processus de démocratisation de la société dans son ensemble: pas de système judiciaire indépendant, aucune liberté de presse, militarisation des lieux de travail et d'éducation, violations importantes des droits humains fondamentaux, etc. De plus, l'élection du 19 mars s'est déroulée dans un climat de guerre: présence omnipotente de l'Armée, combats avec la guérilla, assassinat de journalistes, tirs de roquettes dans la capitale, boycottage du transport par le FMLN, etc. Comment "voter librement" dans un tel contexte ?

Mais comment les gens ont-ils pu "voter" pour un parti d'extrême-droite ?

C'est la question que nous ont posée nombre de personnes à notre retour de la Mission de Paix au Salvador. Il nous apparaît en effet contradictoire ou même décourageant que les Salvadoriens aient remis le pouvoir aux "riches propriétaires terriens", bien plus, à un parti connu pour ses orientations carrément fascistes. Comment est-ce possible ? Voici quelques raisons qui peuvent expliquer la "victoire" d'ARENA.

1) L'échec de Duarte: les Etats-Unis avaient réussi à créer une troisième voie entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche au prix modeste de...\$3.8 milliards US. Ils ont maintenu Duarte au pouvoir de 1984 à 1989 sans que celui-ci puisse remplir ses promesses électorales. La réforme agraire ne s'est jamais concrétisée complètement et aucun accord de paix n'a pu se matérialiser. Duarte a littéralement "vendu" le Salvador aux Américains et toléré la corruption comme mode de gouvernement. **VOTER ARENA C'ÉTAIT DONC REJETER DUARTE ET, AVEC LUI, LE PLAN DES AMÉRICAINS POUR LE SALVADOR.**

2) Une campagne électorale techniquement bien rodée: ARENA s'est régulièrement et massivement adressé à la population avec des slogans accrocheurs qui ont captivé l'imagination populaire. Leur publicité, sans jamais mentionner le problème crucial de la guerre et de la paix, s'insurgeait contre la corruption, la perte de la souveraineté nationale et promettait de faire redémarrer l'économie. ARENA s'est présenté comme une force solide et unie face à la décomposition et aux divisions internes de la Démocratie chrétienne; une force capable d'investir son propre argent dans la campagne électorale, contrairement aux piastres américaines sur lesquelles devait compter le candidat des Etats-Unis, M. Chavez Mena; enfin une force dont le niveau d'organisation technique dépassait et de loin celui de la DC. Tout y était...jusqu'aux petites boîtes à lunch, T-Shirt, macarons, casquettes, ...aux couleurs d'ARENA. Bref, une vraie campagne électorale à l'américaine où le plus riche et le mieux organisé a davantage de chances de l'emporter...peu importe quasi le contenu!

La campagne électorale d'ARENA a su tabler sur l'ignorance, l'absence de conscience politique des secteurs les plus pauvres. L'histoire nous apprend en effet que les fascismes puisent toujours des recrues

dans les secteurs les plus pauvres, les plus ignorants politiquement, les moins organisés. Hitler et Mussolini avaient une base populaire, ne l'oublions pas.

3) Le besoin de réactiver l'économie: Tout le monde sait au Salvador que l'économie nationale repose entre les mains d'ARENA, contrairement à la Démocratie chrétienne qui ne possédait que les dollars américains pour faire marcher la machine. D'où le désir d'une partie de la population, en particulier chez les jeunes, d'avoir des "jobs". En jasant avec des jeunes arenistes le jour des élections, c'est ce qu'on nous a dit le plus souvent. "Duarte nous avait promis du travail et il n'a rien fait. Aussi bien essayer ARENA, eux au moins ont l'argent." **VOTER ARENA, C'ÉTAIT VOTER POUR DU TRAVAIL, POUR LA RÉACTIVATION DE L'ÉCONOMIE**

4) Le sentiment national exacerbé par la présence américaine: ARENA a su capitaliser sur la frustration ressentie par de larges secteurs de la population contre les USA. L'ingérence trop grande d'une puissance étrangère provoque toujours un "réflexe" nationaliste. Personne n'aime voir son pays dirigé depuis l'extérieur. La perte de souveraineté nationale liée au sentiment de dignité bafouée est toujours cruellement ressentie (même si elle sert de prétexte à la lutte anti-communiste). **VOTER ARENA, C'ÉTAIT SIGNIFIER AUX ÉTATS-UNIS QUE L'INGÉRENCE DÉPASSE LES BORNES.** Il existe un fort sentiment anti-américain dans le peuple salvadorien, comme dans tous les peuples d'Amérique latine. ARENA a su le canaliser avec d'autant plus de force que ce sont les gens d'ARENA eux-mêmes qui ont financé ces élections sans l'aide des USA.

5) L'absence d'alternative électorale solide à gauche: Bien sûr, direz-vous, la Convergence démocratique participait aux élections. Mais on ne doit pas oublier certains faits: les leaders de la CD, Ungo et Zamora en particulier, reviennent à peine d'un long exil qui a duré près de 10 ans. Il est difficile sinon impossible de maintenir une base organisationnelle avec des responsables en exil et au milieu d'une répression féroce. Tout était à reconstruire, à refaire à partir de zéro ou presque. Les jeunes qui avaient droit de vote le 19 mars dernier n'avaient que 8 ans quand tout le FDR a été décimé en 1980. Ils ne savent pas ou si peu... Ils ne se souviennent pas non plus des crimes commis par l'Armée. L'histoire est occultée, la presse est contrôlée par l'extrême-droite depuis des décennies, l'université est militarisée, etc. Comment faire de l'éducation politique dans ces circonstances? Sans compter non plus que la CD a dû travailler dans des conditions très difficiles: intimidation, fraudes, absences de moyens financiers, etc.

6) La déception et la confusion créées par le

rejet de la proposition du FMLN: On sait que le FMLN avait offert de s'intégrer au processus électoral moyennant certaines conditions minimales de justice et d'équité. Cette proposition était sérieuse aux dires de tous les observateurs et aurait pu mener à la paix dans un laps de temps assez court. Le refus a provoqué une très grande déception dans de larges secteurs de la population et bien sûr, un mouvement de recul de la part des sympathisant-e-s du FMLN pour qui l'élection du 19 mars redevenait semblable à toutes les élections précédentes...i.e. un "truc" des USA sans aucune perspective de paix. Le FMLN ne pouvait donc demeurer indifférent à cette élection ni non plus laisser ses sympathisant-e-s à découvert. Ne pas voter, au Salvador, constitue en effet un geste subversif passible de répression. Bloquer les transports donnait ainsi une bonne raison de ne pas aller voter.

Enfin l'absence de consensus entre la Convergence démocratique et le FMLN concernant l'attitude à avoir face aux élections a semé la confusion dans les rangs des sympathisants potentiels, plusieurs ne sachant trop s'il fallait aller voter ou pas, s'il fallait voter CD ou annuler, etc.

Dans de telles conditions, on peut plus facilement comprendre comment ARENA pouvait être perçue comme une force solide, riche, bien organisée. Pas étonnant que cette formation ait recueilli la moitié du vote exprimé...ce qui est somme toute assez faible compte-tenu des circonstances extrêmement favorables dont elle a bénéficié et des sommes d'argent consenties.

ARENA ET LES SECTEURS POPULAIRES

L'arrivée d'ARENA au pouvoir en a fait frissonner plusieurs. Cette formation possède un redoutable passé de répression et de violation des droits humains. Le gros de ses forces est constitué de gens ultra-conservateurs pour qui la "solution finale" apparaît comme la seule solution acceptable pour le Salvador... peu importe le prix à payer. Déjà les indications de l'augmentation de la répression se font sentir: bombardements de locaux syndicaux, assassinats de journalistes salvadoriens et étrangers la journée même des élections, arrestation de coopérants étrangers dont Sue Mitchell de CUSO (libérée par la suite), rétrécissement de l'espace politique dans lequel travaillent les organisations humanitaires, religieuses, culturelles, syndicales, etc.. et cet espace n'était pas déjà très grand!

Une rencontre avec l'Archevêque de San Salvador, Mgr Rivera y Damas et avec le vicaire général, Mgr Urioste, nous ont rapidement convaincus du danger qui menace les secteurs populaires. Il ne se passe pas une journée, nous a-t-on dit, sans qu'au moins une vingtaine de personnes ne viennent déposer des plaintes concernant une violation ou



l'autre de droits humains: disparitions "mystérieuses", intimidation, harcèlement, mauvais traitements de prisonniers, etc. Ces propos ont été confirmés par des organisations de droits humains, telles: America's Watch, Commission des Droits humains du Salvador (non gouvernementale).

Le Pasteur Gomez, chef de l'Église luthérienne, nous a, pour sa part, longuement entretenus des effets nocifs de la guerre et de la répression sur la population: "Après douze années de guerre, toute la population est malade: augmentation du taux de suicide, de séparations, de délinquance; les enfants grandissent dans un climat de violence, leurs rêves sont peuplés de soldats, de batailles, de misère; les soldats tuent irrationnellement, ils se prennent pour Rambo, etc. On nous coupe la vie." Le Pasteur sait de quoi il parle: son église a été bombardée et un Canadien y a été sérieusement blessé. De plus, plusieurs attentats à sa vie ont été perpétrés par les sinistres Escadrons de la Mort. Ce qui lui a permis de passer à travers ces moments de crise ? L'incroyable force de la solidarité, tant à l'intérieur du pays qu'au niveau de la communauté internationale. "Nous sommes prêts à mourir maintenant pour vivre cent ans par la suite" nous a-t-il dit en guise d'adieux.

C'est ce même courage extraordinaire que

nous avons rencontré dans tous les milieux populaires sans exception. Alors que le "visage hideux" de l'extrême-droite (pour reprendre une expression d'un journaliste américain) refait surface, les secteurs populaires nous ont clairement indiqué qu'il n'était plus question de se cacher. Comme le disait le dirigeant syndical Centeno, "nous avons vaincu la peur". Ils réclament donc:

- le droit d'avoir pignon sur rue sans que leur local soit bombardé ou "visité" brutalement par les Forces de l'Ordre.
- le droit de manifester publiquement et pacifiquement sans se faire disperser à la mitraille;
 - le droit de faire entendre ses revendications en utilisant la presse, la radio, la télévision;
 - le droit de se déplacer, de parler, d'écrire, de se réunir sans être constamment harcelés, réprimés, arrêtés, torturés, portés disparus...

Ce sont là des revendications fondamentales qui, si elles pouvaient être satisfaites, permettraient à de larges secteurs de la population civile (i.e. celle qui n'est pas impliquée dans la lutte armée) de contribuer activement au processus de démocratisation et de pacification au Salvador.

NOTRE SOLIDARITÉ PEUT FAIRE "UNE" DIFFÉRENCE.

Dans la conjoncture salvadorienne actuelle, les pressions politiques de la communauté internationale peuvent jouer un rôle important. Face au Gouvernement canadien, nous devons mettre de l'avant:

- que la recherche d'une solution politique négociée doit constituer le "coeur" de la politique canadienne au Salvador;

- que tout doit être fait pour "protéger" l'espace dans lequel travaille la société civile;

- que les droits humains doivent être respectés scrupuleusement;

- que l'aide bilatérale canadienne doit être convertie en aide aux ONG tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas de solution politique négociée à ce conflit;

- que notre politique d'accueil des réfugié-e-s doit être généreuse (tout salvadorien est un réfugié en puissance) et qu'on ne doit surtout pas retourner des gens au Salvador.

Lorraine Guay a participé à la Mission canadienne de paix au Salvador lors des récentes élections



QUELQUES INFORMATIONS DE BASE POUR COMPRENDRE LA CONJONCTURE SALVADORIENNE

ARENA: Alliance républicaine nationaliste, parti de l'oligarchie traditionnelle et des secteurs industriels les plus conservateurs; d'orientation néo-faciste, très anti-communiste, liée à certains secteurs de l'Armée et à ses débuts, aux Escadrons de la Mort. Soupçonnée d'avoir trempé dans l'assassinat de Mgr Romero.

FDR: Front démocratique révolutionnaire : fondé le 18 avril 1980, composé de partis politiques dont le MNR (Mouvement national révolutionnaire) dirigé par le Dr. Guillermo Ungo et du MPSC (Mouvement populaire social-chrétien, scission de la Démocratie chrétienne, dirigé par Ruben Zamora.

FMLN: Front Farabundo Marti pour la Libération nationale, fondé le 10 octobre 1980; coalition politico-militaire de cinq organisations regroupant les forces armées d'opposition.

ALLIANCE FDR-FMLN: c'est une alliance stratégique historique scellée en 1980 et qui, à travers parfois certaines divergences, continue d'assurer le leadership de la lutte du peuple salvadorien.

CD: Convergence démocratique = coalition du MNR, du MPSC et le PSD (Parti social démocrate, dirigé par Reni Roldan) qui participait pour la première fois aux élections présidentielles de mars 1989.

DC: Démocratie chrétienne, parti politique fondé dans les années soixante, à partir de la doctrine sociale de l'Eglise et dirigée par Napoléon Duarte; au pouvoir depuis 1984.

Signification "chiffrée" de la "victoire" d'ARENA:

Electorat potentiel i.e. ceux et celles qui sont en âge de voter: 3.1 millions de personnes

Electorat "enregistré": 2.2. millions

Electorat enregistré possédant un carnet de votation (sorte de carte d'identité sans laquelle il est impossible de se présenter à un bureau de scrutin): 1.8 million.

A noter que la moitié des personnes "déplacées" (ils sont en effet entre 400,000 et 500,000 salvadorien-ne-s à vivre dans des camps de réfugié-

e-s au Salvador même ou dans des colonies de repeuplement) n'avaient pas de carnet de votation.

Nombre de voteurs: 999,543 i.e. un peu plus de la moitié de ceux qui avaient le droit de vote.

Nombre de votes valides: 946,687

Près de 45% (44.47%) des personnes qui possédaient un carnet de votation n'ont pas voté et 67% de l'électorat potentiel n'a pas voté. Seulement 31.56% de la population en droit de voter s'est exprimée par un vote valide et la moitié (55.53%) de ceux qui avaient un carnet de votation l'ont fait.

ARENA ARRIVE DONC AU POUVOIR AVEC 15% DE L'ÉLECTORAT TOTAL DU SALVADOR.

C'est le taux d'absentéisme le plus élevé de toute l'histoire "électorale" du Salvador soit plus de 60%

Dom Pedro annonce une année de solidarité avec l'Amérique centrale

Sao Paulo (AGEN)- L'évêque de Sao Felix do Araguaia (Brésil), Dom Pedro Casaldaliga a annoncé le 7 mars dernier le lancement d'une Année Internationale de Solidarité avec l'Amérique centrale qui débutait le 23 mars. Dom Pedro revenait à cette date à Sao Paulo d'un voyage d'un mois au Mexique, Panama, Honduras, Guatemala et El Salvador.

Dom Pedro précise que l'Année de Solidarité atteindrait son point culminant lors de la **Semaine Internationale de solidarité** à San Salvador, du 18 au 25 mars 1990. Selon Dom Pedro, trois faits justifient l'Année de Solidarité avec l'Amérique centrale soient:

- Les dix ans de la victoire sandiniste au Nicaragua en juillet prochain,
 - Les dix ans du massacre contre les paysans à l'ambassade d'Espagne au Guatemala, en janvier 1990,
 - Le dixième anniversaire de l'assassinat de Monseigneur Oscar Romero, archevêque de San Salvador, le 24 mars 1990.
- D'autres parts, Dom Pedro a résumé en quatre points la situation des pays qu'il a visités:
1. L'économie ruinée;
 2. La jeunesse "mutilée et traumatisée" par la situation de guerre généralisée (qui a produit, uniquement au Salvador, 70 000 morts);
 3. La militarisation dans toute la région (seulement au Salvador, le nombre des effectifs militaire est passé de 12 000 à 60 000 soldats pendant cette décennie);
 4. L'exode rural sans précédent vers San Salvador,



Tegucigalpa et Ciudad Guatemala, capitales salvadorienne, hondurienne et guatémaltèque a amené à des concentrations urbaines du tiers des populations de ces pays.

En notant qu'il a établi des contacts avec divers évêques y compris Rivera y Damas, successeur de Oscar Romero comme archevêque de San Salvador, Dom Pedro a affirmé que "le droit canonique est vivant". Il faisait référence aux restrictions qui lui ont été faites par le Vatican l'an passé à propos de ses voyages en Amérique centrale et surtout au Nicaragua. Se rappelant qu'il y a quelques années, il a assumé l'engagement d'aller dans ces régions chaque année "jusqu'à ce que la paix soit obtenue", Dom Pedro a confié que cette fois il n'est pas allé au Nicaragua afin de ne pas compliquer les relations avec la Curie romaine.

AGEN est une agence oecuménique de nouvelles

SAMAL 89:

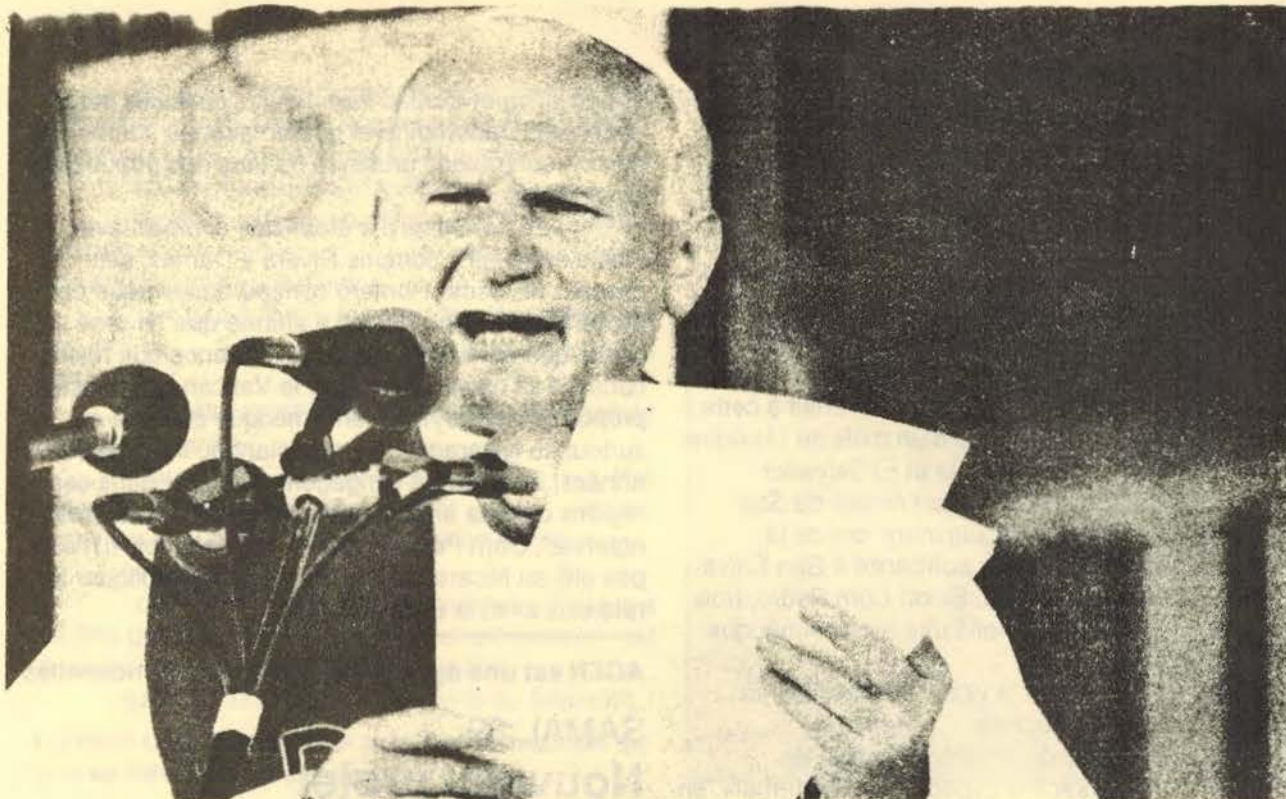
Nouveau projet d'Évangélisation 2 000

Mexico.- Dans le but de contrôler l'action missionnaire des Conférences épiscopales de l'Amérique latine par l'envoi de missionnaires prêtres, religieux et laïques dans les différents pays du continent, le Conseil Épiscopal de l'Amérique Latine (CELAM) a commencé de mettre en fonction sa nouvelle création: "Projet SAMAL 89", dans toute la région.

Le SAMAL, ou Service d'animation missionnaire pour l'Amérique latine, service informatisé à la grandeur du continent, est financé par des millionnaires des États-Unis et de l'Europe, par le truchement de la Fondation Hollandaise "Witnessing to God's Love" (Témoignage de l'Amour de Dieu). Le SAMAL a, comme lieu principal d'activités, le CELAD, le Centre d'études de l'Amérique latine "Ad Gentes", situé à Bogota en Colombie. Le CELAD se veut LE "laboratoire" où le CELAM prétend "former" et "spécialiser" les missionnaires.

Cette initiative du CELAM- converti depuis 1972, par la main de l'archevêque conservateur colombien, Alfonso Lopez Trujillo, en un instrument contre la Théologie de la Libération et contre l'Église progressiste de l'Amérique latine-essaie de mettre les Conférences épiscopales de la région dans une perspective de spiritualisme et de "nouvelle chrétienté" d'aspect néo-conservateur.

Le projet "SAMAL 89" peut compter sur la bienveillance du Saint-Siège, de la Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples et sur celle du Vatican, selon les affirmations du secrétaire exécutif



du CELAM, Jorge Blanco Calderon, dans une lettre envoyée à l'épiscopat. Les programmes du projet incluent "l'animation et l'assurance de subsides" aux séminaires diocésains en Amérique latine, avec la préparation d'un document d'étude, l'élaboration d'une liste de séminaires- avec données sur leurs supérieurs- des visites du président et du secrétaire du CELAM aux séminaires et aux évêques, en plus de la préparation de textes. On cherche aussi à exercer une influence sur les programmes inter-diocésains au niveau de chaque pays et entre les divers diocèses latino-américains.

Le CELAD a prévu des cours de "spécialisation" entre les mois d'avril et décembre de chaque année, à Bogota, avec l'appui de la "Commission pour l'Amérique latine"-instrument de la Curie Romaine- et du "Projet Évangélisation 2 000", les deux disposant le plus de fonds monétaires. Coïncidences: Pour les spécialistes vaticanologues qui accompagnent la réalité ecclésiale de l'Amérique latine est-ce simple coïncidence et ressemblance qu'on retrouve entre ce projet du CELAM et le large document de 400 pages contenant les conclusions et directives de la XVIIe Conférence des Services de renseignement des Troupes américaines (CIEA)? Pour la CIEA, la Théologie de la Libération en Amérique latine est au même niveau de préoccupation que l'action des mouvements de guerilla et que le trafic des narcotiques. On recommande donc aux militaires du continent de faire des investigations sur les allées et venues de "toute personne suspectée d'avoir quelque chose à voir" avec la Théologie de la Libération.

Il existe aussi ce qui s'appelle le

"bras théologique des Forces Armées" qui, selon la définition du jésuite uruguayen Luis Perez Aguirre, s'étend depuis les groupes néo-conservateurs des États-Unis jusqu'aux équipes accessoires du CELAM, préoccupées de neutraliser l'influence des théologiens de la libération. En même temps, ces équipes ont des liens étroits avec les groupes conservateurs de Rome.

Traduit de AGEN

Boletim No 143

16 de Março 1989

AGEN signifie : Agence oecuménique de nouvelles, un bulletin publié au Brésil.

Assemblée générale annuelle de la Société québécoise de solidarité internationale

Invitation spéciale

Jeudi 15 juin '89
à 17 heures au 25 Jarry O.

Thème: La nouvelle loi canadienne sur les réfugiés: son impact, nos responsabilités

**avec Diane Bélanger et Rivka Augenfeld
qui parleront de l'application de la loi et
de sa contestation**

Pour information: Pierre Brien 387-2541

1500 RELIGIEUX DU PÉROU DÉCLARENT...

"Crise et solidarité chrétienne"

"Comme prêtres, religieuses et religieux, nous voulons par fidélité évangélique, dire une parole face à la situation qui frappe spécialement les plus pauvres de notre pays. Nos évêques nous y invitent lorsqu'ils affirment : "Avec un esprit solidaire et accomplissant notre mission d'Église, nous en appelons à la conscience de notre peuple à ses différents niveaux de responsabilité." (Message des évêques péruviens devant la situation actuelle, 18-10-88).

Un Chemin de Croix

Vivre au Pérou aujourd'hui, cela constitue un "chemin de croix" quotidien pour les grandes majorités. Dans les marchés, le panier reste presque vide, car les salaires sont dérisoires face aux prix; dans les pharmacies il n'y a plus de médicaments à la portée des pauvres; dans les fabriques on supprime des emplois, on ne paie pas avec justice les produits des paysans. La frustration augmente en constatant que pour "sauver l'économie", on attente contre la survivance du peuple et quand on voit que la crise n'affecte pas tout le monde de manière égale.

Dans ce contexte, croît dans notre pays le phénomène de la violence terroriste qu'on a voulu supprimer par une violence répressive. A cause de celles-ci, des citoyens - civils et militaires - meurent chaque jour et d'autres s'ajoutent ignominieusement à la liste des "disparus".

La crise actuelle a des causes profondes. Nous vivons dans une société qui, contrairement à ce que nous a rappelé Jean-Paul II, met l'être humain au service de l'économie, au lieu de mettre l'économie au service de tous. Ce que nous voyons maintenant est, en effet, le résultat d'un problème ancien, comme ancienne est la mise à l'écart de la majorité des hommes et des femmes de notre pays, en particulier celle des habitants de la sierra et de la forêt que l'on

continue de considérer comme des étrangers à la patrie.

Cette rupture de fraternité implique un rejet de Dieu. C'est ce que, nous croyants, appelons le péché, l'égoïsme, racine ultime de toute injustice, perte de valeurs humaines et mépris de la vie.

Au milieu de ce sombre panorama, nous reconnaissons cependant la force de l'Esprit du Seigneur présent dans la vie des communautés chrétiennes, dans l'organisation de notre peuple et dans les formes de solidarité avec lesquelles celui-ci affronte une situation de mort. L'Église ne peut qu'appuyer et reconnaître ces efforts pour défendre et promouvoir la vie et la dignité humaines, si elle veut être fidèle à l'exemple de Celui qui est venu "pour qu'ils aient la vie et qu'ils l'aient en abondance." (Jn 10,10).

Exigences du Dieu de la vie

Croire en le Dieu de la Vie est incompatible avec la passivité face à l'injustice. Pour cela nous rejetons comme chrétiens le fait :

- que l'on ne tienne pas compte des initiatives des organisations populaires qui proposent des voies de solution à leurs nécessités;

- que l'on prétende attenter contre l'ordre constitutionnel et la stabilité des institutions démocratiques;



- qu'il y ait ceux qui refusent de payer, selon l'équité et la justice, les impôts qui permettent à l'Etat d'offrir les services indispensables à tous;

- que, dans les dramatiques moments que nous vivons, il y ait des gens qui s'enrichissent grâce à la corruption administrative, au trafic des drogues, aux subornations, aux pots-de-vin et aux autres méthodes immorales;

- que, sous prétexte de la crise, on renvoie des travailleurs en violant le droit à un emploi stable;

- que l'on veuille utiliser l'angoisse et la souffrance du peuple afin d'imposer des issues désespérées et violentes qui n'engendrent que de la misère, de la faim et de la mort.

Attitudes concrètes de solidarité

Nous recueillons les paroles du cardinal Landazuri, archevêque de Lima : "En ces moments, les actes isolés ne suffisent pas, nous devons nous décider à fortifier en nous un esprit et des attitudes concrètes de solidarité." Un engagement solidaire comporte aujourd'hui des exigences précises. Pour cela nous lançons un appel :

- à tous pour construire une nation de frères dans laquelle nous participions activement et nous soyons sujets de la nouvelle histoire du pays;

- à ceux qui ont des responsabilités politiques et économiques pour que, grâce au dialogue démocratique, ils cherchent efficacement les solutions pour promouvoir la vie de tous;

- aux groupes politiques pour qu'ils soient à la hauteur des exigences nationales et qu'ils ne se plongent pas dans des débats stériles;

- à ceux qui pratiquent dans notre pays l'évasion fiscale, pour qu'ils observent leurs obligations dans la construction du pays;

- à ceux qui ont transféré leurs capitaux dans d'autres pays, privant le nôtre de l'investissement nécessaire, pour qu'ils amendent leur conduite et créent de nouveaux postes de travail;

- aux professionnels pour qu'ils n'abandonnent pas le pays et qu'ils mettent les connaissances qu'ils ont acquises au service de notre peuple.

- à ceux qui veulent corriger l'injustice et la misère de notre société par des voies de terreur, pour qu'ils valorisent la vie humaine et renoncent à leur volonté d'extermination;

- aux autorités civiles et militaires, qui considèrent que, à la violence terroriste on répond par la violence répressive, pour qu'elles respectent la vie, les droits humains et les lois du pays;

- aux organisations populaires qui rendent témoignage de la ténacité dans la défense et le service de la vie, pour qu'elles poursuivent leur effort solidaire pour construire une société nouvelle.

Cheminer avec notre peuple

"Nous nous engageons - viennent de dire nos évêques - à stimuler nos fidèles à un effort renouvelé de solidarité avec les plus nécessiteux, et nous tâcherons que cet effort soit coordonné et efficace". La situation de notre peuple exige de nous, prêtres, religieuses et religieux, un nouvel examen de notre style de vie, de nos engagements, de nos travaux, de nos manières de partager et les voies de la tâche d'évangélisation.

Nous voulons nous unir à la défense des droits humains et appuyer les vicariats de solidarité ou les autres organismes qui existent dans notre Eglise. Nous voulons continuer de prier chaque jour, prêtres, religieuses et religieux de vie active et contemplative, en suivant l'exemple des saints péruviens pour que tous nous accueillions l'amour de Dieu.

Tout ceci est impliqué dans la solidarité qu'on nous demande. Elle doit se concrétiser dans une volonté renouvelée d'accompagner le peuple dans ses souffrances et dans sa décision de forger une société différente où soient possibles la justice, la fraternité et la paix, dans lesquelles s'exprime historiquement le Règne, don de Dieu."

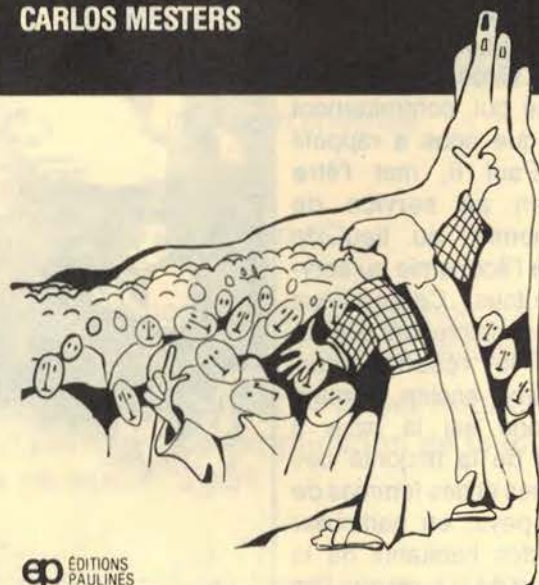
Source: Espérance des Pauvres - février 89.

Un nouveau livre de Carlos Mesters

UN PROJET DE DIEU

la présence de Dieu
au milieu du peuple opprimé

CARLOS MESTERS



ep EDITIONS
PAULINES

SOLIDARITE AVEC L'ÉGLISE CATHOLIQUE HONDURIENNE

Les organismes qui ont signé ce texte se déclarent solidaires de la dénonciation faite par Monseigneur Hector Enrique Santos, responsable de l'Église catholique hondurienne où il démontre comment les sectes fondamentalistes nord-américaines cherchent - par tous les moyens - à détruire dans notre pays les fondements de la foi catholique.

Nous exprimons aussi notre solidarité avec l'Église catholique pour sa préoccupation permanente afin qu'existent au Honduras la paix, la justice sociale et le respect des principes de non-intervention.

Nous dénonçons et condamnons la pénétration des sectes fondamentalistes nord-américaines comme faisant partie du processus d'intervention dans nos pays.

La campagne publicitaire - orchestrée à coup de millions dans les divers mass medias par la secte de Jimmy Swagarth - sur la façon de solutionner les problèmes de santé et d'éducation, cache des projets de domination politique et culturelle des enfants, des jeunes et des adultes.

De plus, ces campagnes publicitaires favorisent la dépendance et le paternalisme - deux attitudes contre lesquelles s'est élevée systématiquement l'Église catholique - et profitent des besoins criants des gens pour faire du prosélytisme.

Ces sectes non seulement divisent-elles les familles honduriennes comme l'affirme l'Église catholique, en même temps elles favorisent l'éloignement des ouvriers et des paysans de leurs

organisations respectives.

Nous dénonçons la collusion et les liens étroits qui unissent fonctionnaires civiles et militaires à ces sectes fondamentalistes. La même chose s'est passée il n'y a pas si longtemps entre Suàzo Córdoba et Alvarez Martines, et la secte Moon.

Maintenant ce sont les marchands chrétiens qui se sont approprié le rôle joué par l'APROH auprès de la secte mooniste, en créant une alliance d'intérêts politiques et économiques avec les fondamentalistes.

Cette situation contraste singulièrement avec l'attitude prise par les autorités quand elles refusent l'entrée au pays de prêtres et de religieuses. C'est aussi une situation tout à fait différente quand on assassine, emprisonne, torture, persécute et même déporte des prêtres et des responsables des célébrations de la Parole, comme l'ont dénoncé à différentes occasions les membres de la hiérarchie de l'Église catholique.

Nous lançons un appel au peuple hondurien, tout spécialement aux fidèles catholiques et aux chrétiens de bonne foi, afin que nous unissions nos efforts pour repousser cette agression culturelle dont nous sommes victimes.

Tegucigalpa, D.C. - janvier 1989

Fédération Unitaires des Travailleurs du Honduras (FUTH)

Conseil pour le Développement Intégral de la Femme Paysanne (CODIMCA)



Comité pour la Défense des Droits Humains au Honduras (CODEH)

Corporation des Professeurs d'Enseignement Secondaire au Honduras (COPEMH)

Fédération Indépendante des Travailleurs du Honduras (FITH)

Centrale Nationale des Travailleurs Agricoles (CNTC)

Organisation Paysanne du Honduras (OCH)

Front Central pour la Défense des Intérêts Communaux du Honduras (FRECEDICH)

Corporation Professionnelle de l'Avancement de l'Enseignement au Honduras (COLPROSUMAH)

Voici ce que les sectes veulent détruire en Amérique latine

Caminando, printemps 89, page 11

Casaldaliga dresse un bilan de sa chamailerie avec le Vatican

Dom Pedro Casaldaliga, évêque de Sao Felix do Araguaia, falsait en décembre dernier le point dans une lettre adressée à ses ami-e-s, sur le conflit qui l'opposait récemment au Vatican. Nous reproduisons ici une partie de cette lettre qui présente succinctement sa vision des mouvements actuels à l'intérieur de l'Église.

Quelques constats et engagements devraient nous être parfaitement clairs. Aucun incident n'est négatif si nous avançons dans une grande espérance et une grande liberté.

1. Pour les petites gens ou les gens peu informés sur les affaires d'Église, il n'est guère facile de comprendre toutes ces complications ecclésiastiques. L'Église et ses manières de faire en sortent déconsidérées aux yeux de l'opinion publique. Les ennemis - ou adversaires - du dehors et du dedans font leurs délices des coups que nous recevons, nous "les rebelles", et ils en profitent pour nous déconsidérer ou nous persécuter. Parmi le peuple de Dieu plus éclairé, on s'indigne, on proteste mais on reste aussi solidaire et on réaffirme le chemin suivi en dépit des tensions dans la nuit peut-être.

2. On assiste aujourd'hui dans l'Église à un phénomène évident et systématique d'invololution : à propos des évêques, des théologiens, des séminaires, des maisons d'édition et de leurs collections; dans la nomination des évêques; face aux revendications de la femme ou du laïc en général; par rapport aux communautés ecclésiales de base; en matière de conférences épiscopales; et dans l'encouragement officiel ou officieux apporté à des mouvements, des groupes et des projets d'une ligne pastorale déterminée.

Nier cette invololution me semble relever de l'ingénuité ou de l'hypocrisie.

J'ai lu le document mis en demeure précisément le jour de la fête de St Cyprien, évêque d'Afrique, "martyr de l'unité et du pluralisme". J'ai le sentiment que nous, des Églises du tiers-monde, nous avons en ce moment pour mission incontournable d'aider l'Église à être véritablement "catholique" : sans eurocentrisme colonisateur, sans contrôles arbitraires, sans méfiances négatrices de la liberté de l'Esprit, des charismes et du pluralisme. C'est à tous les chrétiens que nous sommes qu'il est demandé, dans les mondes

différents mais frères à égalité, de mener la vie "toujours renouvelée" et toujours enthousiaste qui est celle de l'Église du Christ.

Christian Duquoc, dans son livre lumineux "Messianisme de Jésus et discrétion de Dieu", souligne une triple tentation dont l'Esprit a sauvé Jésus et de laquelle le même Esprit veut sauver l'Église :

- éliminer le monde au profit d'un Royaume situé seulement dans la trans-histoire;
- submerger en totalité le Royaume dans les structures socio-politiques;
- mettre à équivalence Royaume et Église.

Ni l'idéalisme eschatologique, ni le servilisme politique ni l'omnipotence ecclésiastique ne correspondent au message et à la mission de Jésus qui se doivent d'être le message et la mission de son Église.

En Amérique latine particulièrement, à la veille historique de ses cinq cents ans (1), nous avons à proclamer et à vivre l'identité latino-américaine, au titre d'une inculturation de l'Évangile qui ne soit pas seulement formaliste, c'est-à-dire cette "nouvelle évangélisation" que Medellín réclamait déjà, afin d'en finir une fois pour toutes avec la dépendance et la marginalisation. Dans notre Amérique l'an 2000 passe par le 5e centenaire. Santo Domingo devra représenter le point culminant de Puebla, Medellín et Vatican II. Ce cri, d'abord sourd, puis impétueux, est maintenant en train de devenir "organisé".

3. Il aurait dû être toujours normal qu'existe dans l'Église un droit à l'opinion publique, car l'Église est une communauté de frères fondamentalement égaux de par leur baptême. Il n'en a malheureusement pas été ainsi. L'histoire le sait parfaitement. A l'occasion de l'Année sainte de 1950 Pie XII avait préconisé ce droit dans son discours aux journalistes catholiques. Le concile le souligne dans "Lumen gentium" au numéro 37. Et le code de droit canonique a étendu son application à tous les fidèles par le canon 212. Il est évident que ce droit inclut la critique, disent les canonistes, sinon ce ne serait que le droit d'applaudir.

Sans crispations et en toute liberté, nous devons exercer ce droit à l'opinion publique dans l'Église : pour le bien même de l'Église à laquelle la "manie du secret" ne fait qu'ôter de la crédibilité, et pour le bien toujours plus grand du Royaume.

4. La solidarité est plus qu'un droit. C'est un devoir. C'est l'amour fait public, collectif, politique. Notre Église



Dom Pedro Casaldaliga avec Don Sergio Mendez Arceo à Cuernavaca au Mexique- Février 89

latino-américaine avait fait à Puebla son choix prioritaire "et solidaire" des pauvres. Le Synode extraordinaire de 1985, dans son message du 7 septembre, à propos de la "civilisation de l'amour" qui ne devait pas en rester à une inflation verbale, proposait à l'humanité le chemin "qui mène à une civilisation de la participation, de la solidarité, de l'amour".

Aujourd'hui plus que jamais nous devons faire nôtre et concrétiser cette solidarité envers les peuples et les Églises d'Amérique centrale, en particulier envers le Nicaragua interdit. Pour ma part, je continuerai d'être solidaire en fonction de toutes mes possibilités, et jusqu'à la mort.

5. Personnellement, dans toute cette agitation, j'ai le sentiment que le Père et les frères exigent de moi que je conjugue dialectiquement et évangéliquement : la fidélité à ma conscience de personne adulte et libre; la fidélité à l'Amérique latine en marche vers sa libération, qui est désormais ma Grande Patrie; la fidélité à l'Église une et universelle, dans la co-responsabilité chrétienne et dans la collégialité épiscopale; et surtout, la fidélité à Jésus-Christ et au Royaume.

(1) Pour le 5e centenaire de l'évangélisation de l'Amérique latine, en 1992, aura lieu à Santo Domingo, capitale de la République dominicaine, la 4e conférence générale de l'épiscopat latino-américain, à la suite de Medellin et de Puebla (NdT).

Extrait de Dial - no 1370 - février 1989

Devenez membre du Comité Chrétien...

• Vous adhérez aux objectifs de solidarité du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine?...

• Vous souhaiteriez participer démocratiquement à l'élaboration et à la réalisation des orientations de travail du Comité?...

• Rien de plus facile. Devenez membre du Comité et nous vous tiendrons systématiquement au courant des activités du Comité et vous pourrez de plus participer à notre assemblée générale annuelle. Une contribution financière annuelle de dix dollars est suggérée. Remplissez le formulaire ci-dessous: et retournez-le au 25 Jarry o., Montréal, H2P 1S6

Nom: _____

Adresse: _____

Ville et code postal: _____

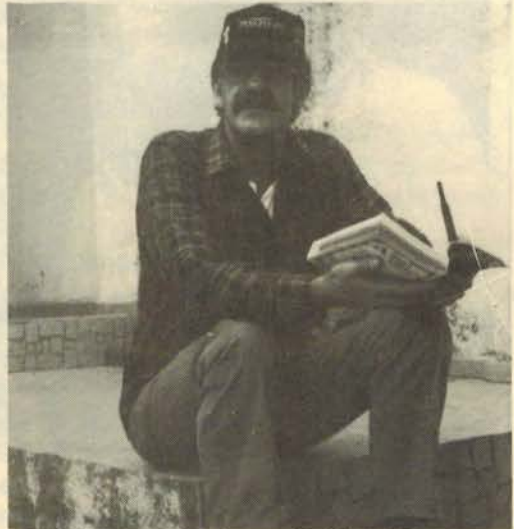
Numéro de téléphone: _____

...et soutenez activement la solidarité!

BILL...PRESENTE!

Notre grand ami, Bill Smith, est décédé le Premier Mai 1989 en arrivant à Sao Paulo, Brésil. Il retournait, heureux, à ses premiers engagements; il retrouvait ses racines profondes; il allait de nouveau fouler cette immense terre brésilienne qui l'avait si bien nourri; il allait se refondre dans ce grand peuple et entreprendre avec lui de nouveaux combats.

Tous ceux et celles qui l'ont côtoyé durant les derniers mois de sa vie savent à quel point il était heureux. Après avoir surmonté les doutes, les hésitations, les déchirements de devoir quitter Développement et Paix, la sérénité était revenue en force, contagieuse. Nous partions tous au Brésil avec Bill. Et pour ses amis-es de la solidarité qui ne connaissaient pas encore le Brésil, nous sentions que désormais nous allions porter le peuple brésilien dans nos coeurs et dans notre travail.

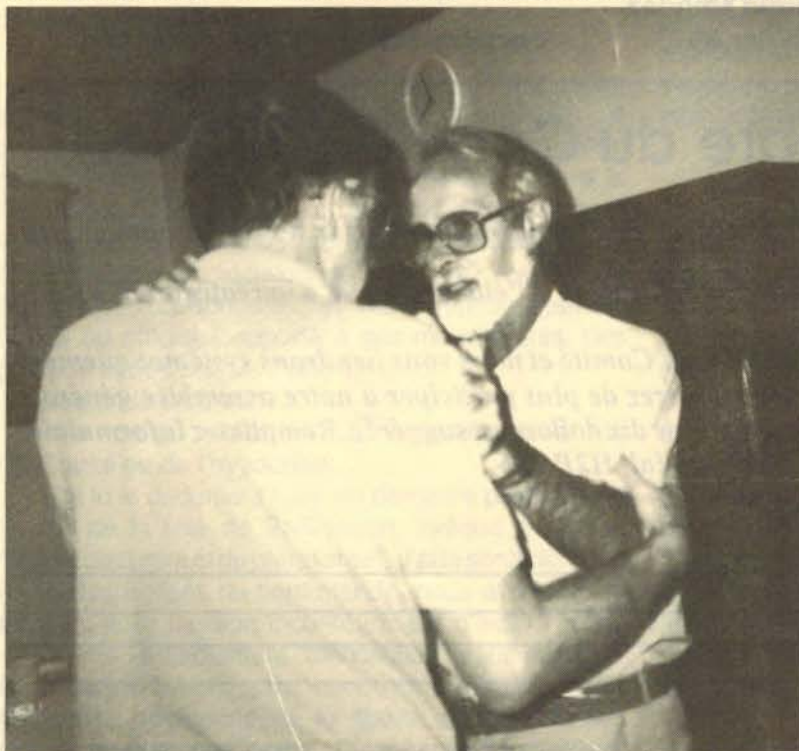


Bill à Sao Paulo en juillet 82

Mais comme il nous est difficile d'imaginer le monde sans Bill ! Bien que toujours parti, toujours entre deux voyages, toujours entre deux rendez-vous (plutôt trois...), il possédait cette faculté extraordinaire de nous rester présent. De le savoir quelque part dans l'univers nous aidait à vivre et à lutter.

Son absence nous rappelle une anecdote de Thomas Borge, aujourd'hui ministre dans le Gouvernement sandiniste du Nicaragua. Thomas était emprisonné dans les lugubres cellules de Somoza. On le torturait sans relâche. Arrive un soldat de la Garde nationale, sourire aux lèvres, et qui lui annonce

la mort de son camarade et ami, Carlos Fonseca, (fondateur du Front sandiniste). Thomas, après quelques instants de réflexion, lui répond, superbe, : "Carlos es de los muertos qui nunca mueren". (Carlos fait partie de cette race de morts qui ne meurent jamais).



Bill avec Xavier Gorostiaga, s.j., à Managua- Mars 89

Ainsi pour Bill. Il nous reste proche; aujourd'hui dans la douleur et dès demain dans le travail qui doit continuer, dans les amitiés qui nous réchauffent, dans les solidarités qui forgent l'humanité nouvelle.

Il nous aura appris, sans jamais nous faire la leçon, que c'est le coeur qui nous permet de comprendre le monde et de le changer.

Il a beaucoup aimé.

Nous l'aurons beaucoup

aimé.

Silvia Maribel Arriola, Martyre du peuple salvadorien

CÉLÉBRONS NOS MARTYRS : SILVIA MARIBEL ARRIOLA

<< Religieuse du Peuple >> assassinée le 17 janvier 1981, lorsque l'armée a attaqué un hôpital de campagne dans le canton de Cutumay Camones, département de Santa Ana où elle travaillait comme infirmière, soignant des combattants du FMLN.

"La réflexion chrétienne critique - à partir de la Foi - sur le processus de la libération n'est pas une justification de ce processus. Ce n'est pas une "idéologie chrétienne" de la révolution. C'est reconnaître dans la lutte pour la libération le Seigneur qui vit, qui agit, qui sauve et qui nous appelle à nous engager dans cette lutte pour construire un homme nouveau et une société nouvelle."

Silvia Maribel Arriola, 13 août 1979

SILVIA : Religieuse pour le peuple

Silvia se préparait à devenir religieuse d'une congrégation fondée et établie au Mexique. Depuis le début elle cherchait une vie religieuse consacrée au service des pauvres. Elle a toujours voulu partager l'expérience dure et difficile de notre peuple démuné. Et ce fut précisément dans un taudis d'un bidonville de San Salvador qu'elle a découvert sa véritable vocation. "L'évangélisation c'est accompagner notre peuple pauvre vers un nouveau futur." Mais sa congrégation religieuse ne lui facilitait pas les conditions afin qu'elle puisse se donner corps et âme à cette découverte qui l'avait marquée pour la vie.

C'est pour cela qu'elle a décidé de se séparer de cette congrégation et de s'unir à d'autres jeunes filles qui partageaient le même idéal d'une vie religieuse consacrée au service inconditionnel des plus pauvres, vie basée sur une évangélisation libératrice.

C'est en août 1975 que Silvia ira rejoindre "La Petite Communauté" composée de femmes, communauté qui est née des communautés ecclésiales de bases dans les zones les plus pauvres de San Salvador et qui fut approuvée par Mgr Romero sous le nom de "Religieuses pour le Peuple".

Une femme qui met tous ses dons au service des pauvres

Silvia était une femme remplie de talents. Elle était une excellente secrétaire (elle avait été secrétaire personnelle de Mgr Romero durant deux ans), une infirmière attentive, une enseignante dévouée qui aime les enfants. Elle était aussi habile couturière. C'était une femme très intelligente douée d'une mémoire for-

midable. Elle a travaillé comme ouvrière dans de nombreuses usines et durant quelque temps elle a été vendeuse au marché central de San Salvador. Pour Silvia ses talents étaient des instruments pour aimer et servir les plus démunis.

Sa consécration définitive

"Moi, Silvia Maribel Arriola Marroquín, je désire manifester devant notre pasteur, Mgr Oscar Romero, et devant la communauté chrétienne ici présente, que je suis consciente de l'appel du Seigneur de consacrer toute ma vie au service du règne de Dieu et, librement j'accepte en témoignage de foi en Son Royaume - réalisant ainsi ce que l'union conjugale symbolise..

Devant une société qui valorise le pouvoir, l'avoir et le plaisir, JE DESIRE ETRE SIGNE de ce que signifie réellement AIMER, de ce que Jésus Christ - UNIQUE SEIGNEUR DE L'HISTOIRE - est présent parmi nous et est capable d'engendrer un amour plus fort que les instincts, que la mort et que tous les pouvoirs économiques et politiques.

Je désire marcher à la suite du Christ pauvre, chaste et obéissant au Père afin de vivre uniquement pour Lui et son oeuvre de salut.

JE PROMETS FIDELITE AU SEIGNEUR

Dans la santé et la maladie,
Dans la jeunesse et la vieillesse,
Dans la paix et la persécution,
Dans les joies et les peines,
Dans son incarnation au milieu des plus pauvres,

étant pauvre et solidaire de leurs luttes pour la libération.

En participant à sa mission d'évangélisation des hommes,

En L'aimant de toutes mes forces et en Lui tous mes frères,

En cherchant constamment la Volonté du Père à travers sa

Parole, l'Eglise, les signes des temps, les pauvres.

J'accepte consciemment, librement et volontairement le rôle d'épouse qui m'empêchera d'épouser quelqu'un d'autre."

Silvia Maribel Arriola (26 ans)

San Salvador, 24 décembre 1977

A l'Ermitage du Canton San Roque

Tiré de Martires de El Salvador, janvier 89

Quatre femmes nous parlent du crime de "disparitions forcées"

Par Lorraine Guay

Le 3 mai dernier, au local de la Ligue des droits et libertés, quatre femmes sont venues nous parler d'un phénomène à la fois "étrange" et atroce et qui date du milieu des années 60: les disparitions forcées.

Emma Molina et Mayra Alarcon, toutes deux guatémaltèques, sont respectivement vice-présidente et coordonnatrice d'ACAFADE (Association centraméricaine des familles de disparus et détenus). Nora Cortina est Argentine. Elle porte fièrement le fameux châle blanc des Mères et Grand-mères de la Place de Mai. Elle est une des membres fondateurs de ce groupe désormais célèbre pour avoir osé affronter les militaires argentins, exigeant que lumière soit faite sur la disparition de leurs enfants. Tilsa Albani est également Argentine. Avocate et psychologue sociale, elle coordonne l'équipe d'aide juridique aux parents des disparus et détenus politiques en Argentine et siège sur le comité exécutif de la Fédération latinoaméricaine des Associations de familles de Détenus-e-s-Disparus-e-s (FEDEFAM).

Ces femmes savent de quoi elles parlent...! Chacune vit quotidiennement la souffrance d'avoir un membre de sa famille porté "disparu".

MAIS COMMENT DEVIENT-T-ON 'DISPARU-E' ?

Selon la Cour de justice inter-américaine pour les droits humains, il existe un véritable "protocole", un scénario unique par lequel une personne connue et visible devient, en quelques heures, une "inconnue", une "disparue". Cette mise en scène a été exposée publiquement dans le cas du Honduras par exemple.

- La victime est habituellement prise au grand jour, au vu et au su de tout le monde; par des hommes armés, vêtus de civil, masqués.

- Ces hommes agissent en toute impunité; ils utilisent des véhicules sans identification officielle, avec des vitres opaques, sans plaques d'immatriculation ou alors avec de fausses plaques; Il est à noter que le port de ce type d'armes est habituellement réservé aux militaires; de même il est nécessaire d'obtenir une autorisation spéciale pour se déplacer avec un véhicules aux vitres opaques...!

-La plupart des victimes ont les yeux

bandés; elles sont transportés dans des lieux secrets, des centres de détention illégaux; elles sont soumises à des tortures cruelles, la plupart du temps assassinées puis enterrées dans des cimetières clandestins.

-Les autorités nient systématiquement le fait même de la détention et bien sûr refusent de révéler le lieu de détention et le sort des victimes. Ni les parents, ni les avocats des victimes ne peuvent obtenir de renseignements. On a même vu des cas où les victimes sont "réapparues" aux mains mêmes des autorités qui en avaient nié l'existence auparavant...!

-Enfin tous les niveaux d'autorité, se sont montrés particulièrement incapables de faire quelque investigation que ce soit ou alors les recherches entreprises par ces mêmes autorités n'ont jamais mené nulle part.

-La population semble considérer comme un fait public et notoire que les séquestrations se fassent par les militaires, des policiers ou alors par des personnes qui agissent sous leur ordre.

DES CHIFFRES ÉLOQUENTS....où la réalité dépasse la fiction.

En Amérique latine seulement, il y aurait 100,000 "desaparecidos" dont:

Guatemala:	38,000
Argentine:	30,000
Salvador:	7,000
Haiti:	5,000
Chili:	2,500
Honduras	150

et des centaines dans chacun des pays soit-disant "démocratiques" comme le Mexique, le Pérou, la Colombie.

La rencontre a été organisée conjointement par la Ligue des Droits et Libertés, CISO, Disparus Tiers-Monde et le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine.

AU NOM DE QUOI ?

Les représentantes invitées nous ont longuement expliqué l'origine de ce phénomène. C'est au début des années soixante, au Guatemala en particulier, que l'on a commencé à s'apercevoir que des gens



Rencontre le 3 mai dernier, à la Ligue des droits et libertés avec les représentantes des organismes de familles de disparu-e-s

"manquaient à l'appel". C'est la doctrine de la "sécurité nationale" qui est à l'origine de cette "nouvelle forme de répression". L'imagination des dictatures n'a malheureusement pas de limites !

Ainsi, au nom de la sécurité de l'État, à laquelle les militaires ajoutent très souvent la nécessité de sauvegarder la "civilisation chrétienne", on fait "disparaître" des étudiants, des syndicalistes, des prêtres, des religieuses, des intellectuels préoccupés par la question des droits humains. Même des femmes enceintes et des enfants ont été victimes d'enlèvements arbitraires. En Argentine par exemple, il y a à peu près 200 enfants qui sont portés disparus; soit qu'ils ont été enlevés avec leurs parents ou nés en détention. On peut bien se demander comment des enfants peuvent menacer la sécurité d'un État !!!

L'AMNISTIE...POUR QUI ?

Les responsables d'ACAFADE nous ont éveillés à une réalité dont nous devons tenir compte à l'heure actuelle. L'arrivée au pouvoir de gouvernements "civils" (le Guatemala, le Salvador, le Honduras par exemple) et la signature du Plan de Paix Arias en

août 1987 auraient normalement dû mettre un terme aux disparitions forcées.

Ces changements devaient annoncer l'amorce d'un processus de pacification et de démocratisation où, comme dans nos pays, l'opposition a le droit de se faire entendre légalement. Mais rien de tout cela ne s'est passé. Et deux années complètes après la signature solennelle des Accords de Paix par les cinq présidents de la région

- Les violations des droits humains, dont les disparitions, ont continué avec la régularité d'une horloge. En 1988 et 1989, loin d'observer une diminution de ces violations, on note plutôt une tendance à la hausse avec la réapparition en force, au Salvador par exemple, des Escadrons de la Mort.

-Aucune investigation n'a encore été entreprise, par aucun des gouvernements signataires, pour tenter de mettre fin à la pratique des disparitions: aucune enquête, aucun procès,

-Le thème même des droits humains est absent des négociations.

-Bien plus, c'est l'impunité qui devient

à la mode. En effet, certaines dispositions du plan de paix, comme l'amnistie et les commissions de réconciliation nationale sont utilisées pour soustraire les coupables à la justice! Au nom du pardon, de la "réconciliation", on remet en liberté de véritables criminels.

Tout véritable processus de pacification doit être basé sur l'exercice de la justice. Les coupables doivent être jugés d'abord et condamnés ensuite. La paix ne sera pas possible sans ces gestes préliminaires. Jean-Claude Leclerc le faisait très justement remarquer dans un éditorial à propos du référendum en Uruguay et intitulé "Les crimes "oubliés" vont longtemps miner le pays"

"(...) en laissant ces atrocités impunies, on bafoue les règles qu'on tente de faire prévaloir en cas de guerre ou de troubles civils. On laisse en liberté des gens dont la carrière n'est pas terminée (ces spécialistes de la torture et de l'assassinat restent une menace pour l'Uruguay et pour l'Amérique latine) . Et on "oublie" leurs "conseillers" venus parfois de pays démocratiques. L'Uruguay doit maîtriser ce passé s'il veut maîtriser l'avenir. (...)
Le Devoir, 18 avril 1989

LE TRAVAIL EXEMPLAIRE DES ORGANISATIONS DE FAMILLES DE DÉTENU-E-S, DISPARU-E-S..

Ce sont ces organisations qui ont osé défier la logique vicieuse de la "sécurité d'État" et révélé au grand jour "l'horreur d'État" que constituent les disparitions forcées. Inlassablement, elles ont alerté l'opinion publique, celle de leur propre pays et celle aussi de la communauté internationale. Marches, manifestations, manifestes, "campo pagado" (article payé dans un journal du pays donnant les coordonnées des personnes disparues), tournées internationales, interventions de toutes sortes dans tous les forums internationaux, travail conjoint avec des avocats, etc.

Tilsa Albani nous a également expliqué les trois niveaux de travail de FEDEFAM:

- aide aux familles de disparus-e-s: aide psychologique en particulier pour faire face aux conséquences de ce phénomène, aide matérielle également;

- recherches scientifiques permettant l'identification des victimes. Il semble même que dans ce domaine FEDEFAM a pu faire des contributions scientifiques importantes.

- élaboration d'un projet de convention devant l'ONU permettant de faire du crime de disparition forcée, un crime contre l'humanité et donc imprescriptible (i.e. quelle que soit l'époque, le coupable peut être poursuivi), inamnistiable et universel (i.e. quel que soit le pays où vit le coupable, il peut y subir son procès)....un peu comme pour les criminels nazis. Ce projet de convention internationale, prêt depuis 1982 et

visant à prévenir le phénomène, rencontre d'importantes résistances aux Nations Unies. Plusieurs pays, dont le Canada, avancent que les Conventions existantes suffisent....!

L'ÉTAT HONDURIEN RECONNU COUPABLE....!

C'est le travail inlassable d'organisations comme ACAFADE qui a permis, pour la première fois dans l'histoire, qu'un État puisse être condamné pour crime de disparitions forcées. Un procès contre l'État hondurien a en effet été intenté en 1986 auprès de la Cour inter-américaine des droits humains, à propos d'un "cas" de disparu, M. Manfredo Velasquez. Et en juillet 88, la Cour rendait son verdict:

-l'État hondurien est responsable de la pratique systématique de disparition forcée entre 1981 et 1984;

-l'État hondurien s'est montré incapable de protéger les droits humains et son système judiciaire a failli dans ses responsabilités de punir les coupables, d'aider les familles et de localiser les cadavres.

-l'État hondurien devra payer une compensation aux familles des victimes.

C'est une immense victoire nous a-t-on dit, non seulement pour les familles immédiates des victimes mais pour toute l'Amérique latine qui tente d'extirper ce cancer de son sein. Il ne peut en effet y avoir de paix et de développement si la violation des droits humains continue.

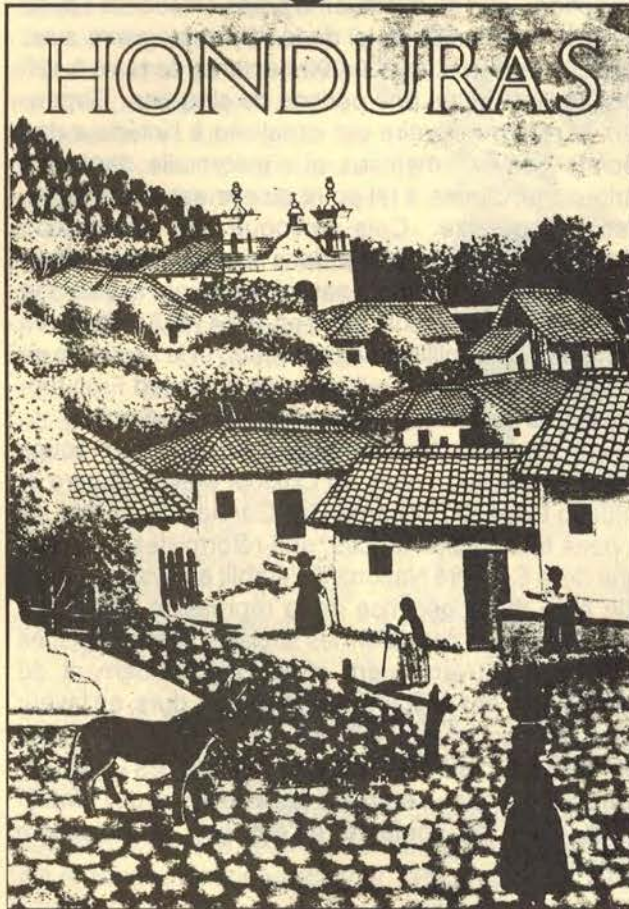
OUI, LA SOLIDARITÉ PEUT FAIRE UNE DIFFÉRENCE.

La réunion avait commencé par un long hommage à Bill Smith. Les gens d'ACAFADE ont tenu en effet à souligner que Développement et Paix, via le travail de Bill, avait été la première organisation à leur apporter un soutien financier. Ce soutien leur a permis d'entreprendre le travail mentionné plus haut....et, au terme d'un long processus, de faire reculer l'État hondurien...!

Toutes ont souligné l'importance majeure de la solidarité internationale. Nos protestations auprès des gouvernements, des militaires, nos télégrammes, nos lettres, nos pétitions, nos dons (même modestes), nos protestations auprès de nos propres gouvernements, tout cela contribue non seulement à renforcer leur travail, mais souvent à sauver des vies, à empêcher des emprisonnements, des tortures, etc.

Il est une de leurs revendications pour laquelle les organisations comptent énormément sur l'appui international: c'est le PROJET DE CONVENTION AUPRES DE L'ONU. Toutes les personnes désireuses d'apporter de l'aide à ce niveau peuvent communiquer avec **Disparus Tiers-Monde (514) 595-2073**

L'Église au Honduras et le changement social



Par Robert Bigras

Avant 1975

Jusque dans les années 60, le clergé est très peu nombreux, la population dispersée sur un territoire vaste, et la vie religieuse du peuple alternait entre la magie et la dévotion populaire. C'est l'époque où l'Église hondurienne commence à s'impliquer dans la vie sociale du peuple et se prononce sur les différents problèmes nationaux. Face au manque de prêtre, elle a lancé un appel d'aide, surtout dans les années 50 et 60, à l'Église universelle et aux communautés religieuses.

A la fin des années 50, l'Église réalise une mission populaire dans le but de regrouper et de donner une formation doctrinale. De cette expérience, naîtront des groupes : les chevaliers du Christ-Roi, la légion de Marie, l'apostolat de la prière. Comme l'objectif de la Sainte Mission était de créer un réseau d'agents de pastorale, l'option prise était donc aussi de favoriser l'engagement chrétien des laïcs à l'intérieur de l'Église

et d'en faire des collaborateurs des curés de paroisse - répondant ainsi au problème de la pénurie de prêtre. Cela a permis une prise de conscience chez des milliers de laïcs - de la responsabilité d'évangéliser leur milieu tout en rapprochant les prêtres de la vie quotidienne du peuple surtout dans la campagne. L'Église - comme aujourd'hui d'ailleurs - avait beaucoup d'influence sur la lecture des événements sociaux qui affectaient l'agriculteur. L'image de celle-ci est surtout campagnarde et elle jouit d'une grande crédibilité chez le peuple. A cette époque, l'Église élabore des projets sociaux et cette projection sociale sera croissante.

L'Église proclame avec Mgr Dominguez, sa présence et son rôle dans la société. Elle lutte contre l'analphabétisme, elle intègre des organisations comme Caritas, l'Association culturelle populaire hondurienne, l'Organisation des moyens de communication (Radio catholique). Elle appuie les mouvements populaires d'orientation social-chrétienne, se prononce publiquement sur les événements sociaux et politiques démontrant sa sensibilité sociale.

L'Église continue de développer sa pastorale sociale. Sa lutte et ses engagements font partie de sa tâche évangélisatrice et les prêtres sont les motivateurs et les guides qui encouragent la formation et l'organisation des coopératives, des écoles radio-phoniques, des projets de développement communautaire. La hiérarchie fait des efforts pour attirer des spécialistes et des techniciens et cherche des appuis financiers internationaux. De son action sociale naissent des mouvements populaires de revendication et de syndicat d'agriculteurs. De là son action prophétique. Aujourd'hui, elle a toujours des projets sociaux - mais internes - sans lien avec les mouvements populaires qu'elle ne voit pas d'un très bon oeil.

1975 : LE CHOC D'OLANCHO

Les diocèses d'Olancho et de Choluteca et la région de Santa Barbar exercent un leadership dans la promotion et le développement des projets sociaux. Cette activité ne plaît pas à la classe dominante, surtout aux propriétaires terriens qui voient leurs privilèges et leurs intérêts menacés par le mouvement des agriculteurs bien organisés. En juin 1975, les propriétaires terriens organisent l'assassinat de deux prêtres et d'une douzaine d'agriculteurs qui revendiquaient lors d'une manifestation populaire, la mise en pratique de la loi de la réforme agraire. Cet événement est connu comme le massacre d'Olancho. Ce fut un véritable

choc pour l'Église et qui allait changer ses orientations passant d'un modèle prophétique à un modèle réformiste dans son agir pastoral.

Rappelons à grands traits les événements sociaux et politiques qui aident à situer l'Église. Après la période du dictateur Carias (1949) débute au Honduras une ouverture démocratique. En même temps, on repense les structures de modernisation économique. On passe d'une économie de subsistance à la création de conditions pour la production et la reproduction du modèle capitaliste. Le Honduras se lance dans le secteur industriel. C'est à cette époque que sont créées des institutions comme la Banque centrale, la Banque nationale des travaux publics, le Patronage national de l'enfance.

Le mouvement populaire s'organise et entreprend des luttes sociales dont la plus importante est la grève générale dans l'industrie de la banane en 1954. Cette grève a marqué l'histoire du mouvement ouvrier hondurien. Elle a créé des conditions pour la reconnaissance d'une organisation syndicale. Les secteurs dominants du pays vont réagir. En premier lieu ils laisseront le syndicalisme s'organiser mais en lui facilitant les liens avec l'Organisation Régionale Inter-américaine du Travail (ORIT) - reconnue pour ses luttes anti-communistes et qu'ils appelleront << libres et démocratiques >>. En même temps il se développe un autre courant syndical par la base, à contenu anti-impérialiste. En second lieu, ils créeront avec l'aide des États-Unis, le Premier Bataillon d'infanterie qui sera la base de la formation d'une armée professionnelle. Ce qui permettra l'apparition des militaires sur la scène politique.

En 1957 est élu le gouvernement libéral réformiste du Président Ramin Villeda Morales. Ce gouvernement - pendant six ans - stimulera et développera l'industrie et réussira à faire voter une loi de la réforme agraire. Durant cette période les mouvements populaires sont très actifs et l'oligarchie réagira en appuyant le coup d'État militaire de 1963.

Le coup d'État de 1963 par le Général Oswaldo Lopez Arellano va paralyser le processus de la réforme agraire et s'orienter davantage vers la modernisation capitaliste. C'est une période qui se caractérise par une attitude fortement anti-communiste - à saveur répressive et impopulaire. Les leaders syndicaux sont poursuivis, les groupes organisés d'agriculteurs, démantelés et les réformes agraire et sociale, pratiquement paralysées.

En 1969, éclate la guerre avec El Salvador qui a pour effet : d'unifier les classes sociales en faisant oublier les graves problèmes sociaux - de renforcer l'image politique de l'armée et d'augmenter la militarisation du pouvoir politique et les coûts de l'État - et de rompre le marché commun avec l'Amérique centrale (MERCOSUR). Après la guerre, on établit un pacte d'Unité Nationale qui donnera naissance à un mini

gouvernement d'Unité Nationale (1971 et 1972).

Ce gouvernement s'épuise rapidement, n'étant - en fait - qu'un instrument entre les mains de l'oligarchie. Incapable d'appliquer le Pacte d'Unité Nationale, de nouveau - avec le Général Lopez Arellano - les militaires réalisent un autre coup d'État. Ce seront dix années de pouvoir militaire, d'injustices, de corruption. Afin de diminuer la pression sociale Lopez Arellano va relancer la loi de la réforme agraire avec l'objectif de distribuer 600 000 hectares de terre à 120 000 familles durant une période de cinq ans. Cependant la réforme agraire est canalisée à l'intérieur des décrets gouvernementaux et s'embrouille dans des intrigues juridiques à tel point qu'elle est en pratique, presque inopérante. Cela provoque une mobilisation générale des agriculteurs dans tout le pays. Pour ajouter à cela, le désastre naturel laissé par le passage d'un ouragan sur la côte Nord en 1974 (15\$ millions en dommage - des milliers de chômeurs) et le scandale de corruption de Lopez Arellano avec la United Fruit provoquent la chute du gouvernement de ce dernier.

Au cours des six années suivantes, deux coups d'État auront lieu : celui du Colonel Melgar Castro et celui du Général Policarpo Paz Garcia. Ce seront six années très conservatrices, anti-réformistes. La doctrine de la Sécurité Nationale s'établit en système avec une âpre recrudescence de la répression. Les militaires en faveur des réformes sociales sont remplacés - dans le gouvernement et le commandement de l'armée - par des militaires traditionnels, durs, en faveur du statu quo et qui utilisent les vieilles méthodes répressives ; cette situation déclenchera des << affrontements internes >> entre les deux secteurs de l'armée. C'est dans ce contexte qu'eut lieu le massacre d'Olancho.

RÉACTION DE L'ÉGLISE

Au massacre d'Olancho, l'Église hiérarchique exige du gouvernement de Melgar Castro, une enquête afin de trouver les responsables. Toutefois, les acteurs intellectuels du massacre (les militaires et un secteur de la bourgeoisie réactionnaire) qui avaient conspiré pour réaliser ce massacre - afin de freiner l'action sociale de l'Église et le mouvement populaire organisé - n'ont pas été touchés par cette enquête. Dans les années suivantes, l'Église passe de la crainte à la prudence. Les effets du choc d'Olancho font que l'Église passe à une vision de l'évangélisation qui sépare le monde de l'Église et le monde de la société. Les activités éducatrices se continuent, ainsi que la catéchèse, les projets de promotion sociale et communautaire ; ce sont en général, des activités dans le modèle réformiste parce qu'elles s'ajustent à la situation économique selon les principes du néo-libéralisme. Son efficacité sur le plan social et politique reste très limitée. S'il y a une mobilisation populaire c'est surtout pour des rassemblements culturels.

Le mouvement de la Célébration de la Parole de Dieu, fondé à Choluteca en 1966 et maintenant répandue dans toute l'Amérique centrale, avait permis le développement des conditions nécessaires d'expression et d'expériences chrétiennes à effets sociaux de transformation. Cependant, après le choc d'Olancho, les liens entre les communautés chrétiennes mobilisées et les organisations populaires sont presque inexistantes. Comme c'est la 'prudence' qui domine, le questionnement direct sur l'institution socio-politique demeure au niveau d'une critique descriptive de la réalité. On déplore les abus et



les injustices sans toucher aux structures institutionnelles économiques qui génèrent et alimentent ces abus. Cette position rend son action incertaine, hésitante bien que - il est vrai - dans quelques circonstances où elle se sentait particulièrement touchée, elle a démontré un certain courage - en particulier dans la publication de deux lettres pastorales d'évêques qui décrivent la situation politique difficile du pays et les attentes du peuple. Les évêques ont dit tout haut ce qu'un bon nombre pensaient.

Le Honduras continue d'être le pays le plus pauvre d'Amérique centrale. La corruption administrative le ronge comme un cancer. Pour survivre, il n'a d'autre choix que de tomber dans la spirale de l'endettement avec le F.M.I. qui lui dicte sa politique économique. L'économie est désastreuse et en fait un pays facilement manipulable - dans le contexte géopolitique d'Amérique centrale où il s'est converti en base d'opérations militaires américaines. Le pays devient un lieu d'où part l'aggression contre la révolution populaire sandiniste au Nicaragua - via les Contras - ainsi qu'un allié de l'armée salvadorienne contre la guérilla. Ce rôle est accentué par l'arrivée du Général Alvarez Martinez comme chef des forces armées. En retour, les États-Unis lui donne un appui politique, financier et militaire. Depuis les élections de 1982, c'est un temps d'offensive idéologique de la classe dominante et de développement considérable des méthodes répressives. L'insécurité est croissante chez le peuple.

VERS L'AVENIR

Dans la réalité des profonds changements sociaux, l'Église hondurienne - dans sa mission

évangélisatrice - a le défi de s'ajuster au virage de la situation socio-politique et au besoin d'un regroupement populaire pour affronter les changements nécessaires, en ce qui regarde les services publics, le manque de terre et l'absence de sources de travail.

Son discours religieux est bien étoffé et il y a un effort pour le pratiquer. On y dit que nous sommes tous co-responsables et co-créateurs de l'oeuvre de Dieu - étant ses fils et ses filles - et que l'engagement chrétien doit créer une situation de vie plus juste et plus humaine, en luttant ensemble pour nous donner des écoles, de l'eau, de la lumière etc.... Notre participation à la création d'un nouveau monde qui passe par la vie communautaire et les projets faits ensemble, exprime l'union de la communauté dans sa recherche du bien commun et favorise le développement intégral de la personne et de la communauté. Cette lutte organisée et communautaire pour le progrès et le développement est signe de libération car c'est le chemin pour vaincre l'égoïsme et la misère. Ce discours de valeur demeure dans les cadres ecclésiales. Pour retrouver en plus son dynamisme prophétique, le défi de l'Église hondurienne sera de se donner les moyens pour se rendre capable d'accéder à l'analyse critique car la tâche évangélisatrice qui se concrétise dans des projets pastoraux dépend de la compréhension qu'on a de la situation socio-politique dans sa conjoncture historique...

L'Église hondurienne a les éléments pour affronter les défis qui se présentent. Le potentiel du mouvement de la célébration de la Parole de Dieu, permet aux laïcs d'être l'espérance dans l'Église. Cette espérance dépendra du type d'accompagnement que les prêtres, les religieux et les évêques leur donneront.

ARMX '89:

L'exposition militaire canadienne de calibre international, ou la foire aux armements dans notre jardin!



- ARMX est une exposition militaire qui se tient tous les deux ans au Canada pour présenter la technologie et les composantes de divers appareils conçus pour des manœuvres aériennes, terrestres, maritimes et spatiales.

- ARMX constitue un forum privilégié de concertation entre les industries militaires, le gouvernement et les institutions militaires. Déambulant entre les kiosques, les représentants de ces trois secteurs de l'économie de guerre du Canada cultivent leurs relations.

- Pour les fabricants d'armes canadiens, ARMX c'est aussi la chance incomparable de faire étalage de leurs marchandises devant une foule d'au moins 10 000 acheteurs et utilisateurs de technologie militaire venant des quatre coins du monde. Déjà, on retrouve dans plusieurs pays d'Amérique latine en proie aux conflits internes et aux violations massives et systématiques des droits humains, des marchandises militaires produites par des compagnies canadiennes. Parmi ces pays, on compte: l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Vénézuéla.

- ARMX, c'est le complexe militaro-industriel transnational qui, sans la moindre gêne, orchestre son commerce meurtrier dans notre jardin!

EL SALVADOR

**AVEC L'ARRIVÉE
DE L'EXTREME-DROITE
AU POUVOIR,
LA SOLIDARITÉ
AVEC LE PEUPLE SALVADORIEN
DEVIENT PLUS URGENTE QUE JAMAIS**

ATELIER DE TRAVAIL SUR LE SALVADOR

9 JUIN (19.30 HRES A 21.30 HRES)

et **10 JUIN** (9.30 HRES A 16.30 HRES)

au **1601 DELORIMIER** (Métro Papineau)

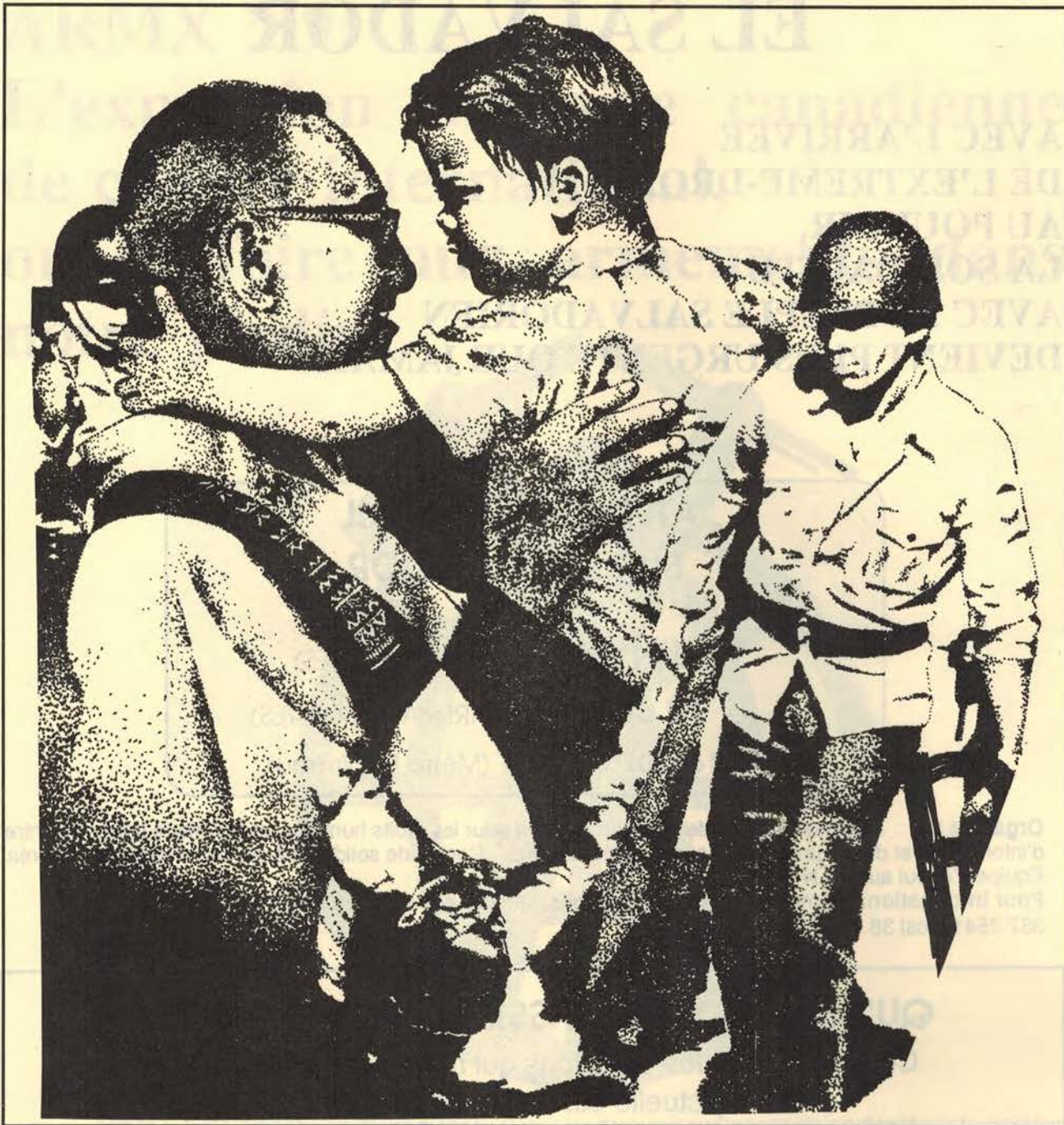
Organisé par : Jeunesse du Monde Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine Centre d'information et de documentation sur l'Amérique latine Comité de solidarité avec le Salvador de Montréal Equipe d'appui au FMLN

Pour information: Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine
387-2541 local 38

QU'EST-CE QUI SE PASSE AU SALVADOR ?

Ce ne sont pas les questions qui manquent à l'heure
actuelle sur le Salvador:

- les gens ont-ils vraiment "voté" pour l'extrême-droite ?
- pourquoi, aussitôt arrivée au pouvoir, l'extrême-droite s'apprête-t-elle à détruire toute forme d'organisation autonome des secteurs populaires ?
- pourquoi les forces révolutionnaires regroupées au sein du FMLN ont-elles décidé de s'intégrer à la lutte politique moyennant certaines conditionset quelles sont ces conditions ?
- que feront les Etats-Unis ?
- une solution politique négociée plutôt qu'une solution militaire est-elle envisageable ?



Romero 89 : Resterons-nous muets et donc complices?

Par Jean Robitaille

La Marche Romero est bel et bien devenue un événement fort important tant pour la communauté chrétienne montréalaise préoccupée de justice sociale que pour le réseau plus large de solidarité avec l'Amérique latine. Entre 1 500 et 2 000 personnes ont participé à cet événement annuel le 24 mars dernier dans les rues de Montréal.

Resterons-nous muets et donc complices?

La thématique choisie cette année nous

invitait à passer d'un silence complice à une parole libératrice face à toutes les situations de violations des droits humains qui sévissent partout dans le monde.

Lors de l'évaluation de la Marche-célébration, plusieurs remarques positives soulignaient l'importance de l'animation théâtrale autour du parc et des autres symboles pour stimuler notre réflexion. La qualité ainsi que la pertinence des textes et de la réflexion de foi ont aussi été grandement appréciées. L'équipe d'organisation devra toutefois faire attention l'an prochain à la longueur de l'événement (un peu plus de trois heures cette année) et surtout à une meilleure adéquation entre l'élément *verbal* et l'élément *symbolique* dans la célébration; il faut éviter que cela ne devienne trop *cérébral*. De même, le lieu choisi pour la célébration devrait permettre l'organisation d'une célébration bien vivante, où l'on peut bouger et susciter des moments de grande intensité. L'impact public de l'événement pourrait également être mieux exploité. Finalement une questions reste en suspend pour l'an prochain: la diversité des réactions (du très enthousiaste au très déçu) révèle des attentes fort différentes et la présence de publics fort variés; devrions-nous identifier plus précisément un public-cible?

Fort de cette nouvelle expérience, la Coalition Romero reprendra dès septembre prochain la préparation de multiples activités pour célébrer le dixième anniversaire de l'assassinat Monseigneur



Lorraine Guay, qui a participé à une mission canadienne de paix au Salvador lors des élections du 19 mars à titre de délégué du CISO et du Comité chrétien, a donné une conférence de presse dès son retour à Montréal le 24 mars au matin.



Plus de 1 500 personnes ont marché dans les rues de Montréal le 24 mars dernier.

Romero en 1990. On parle du projet de créer une place des droits humains à Montréal où l'on pourrait rendre hommage à Oscar Romero. Nous envisageons aussi de poursuivre le travail de promotion de l'Événement Romero dans plusieurs régions du Québec. Déjà, des gens dans quelques villes du Québec, (Sherbrooke, Québec, Gaspésie) ont souligné de manière particulière l'assassinat de Mgr. Romero lors du Vendredi Saint. Donc, où que vous soyez, si vous désirez collaborer à la préparation du dixième anniversaire, n'hésitez pas à nous contacter au (514) 387-2541.

Une assemblée générale dynamique et stimulante

Par Nicole Leduc

Faisant fi des pluies printanières et du froid, quelques vingt-deux personnes participaient à notre 10^e assemblée générale, tenue le 5 avril dernier.

Tout d'abord ce fut un moment aux allures de retrouvailles pour certain-e-s, propice aux échanges chaleureux et nourrissants. Et vint le temps de débiter l'assemblée par la désignation de nos animateur et secrétaire (Gilles Rivet et Jean-Guy Casaubon)

Après les lectures et adoptions qui sont de l'ordonnement d'une assemblée générale, il y a eu les modifications suivantes apportées aux règlements généraux concernant le membership et la composition du conseil d'administration:

membership: Est désormais membre, toute personne qui adhère aux objectifs du Comité chrétien, qui participe à la réalisation de ces objectifs et qui paie sa cotisation (10.\$/an) suggérée. Sont membres de soutien, des organismes appuyant le travail du comité.

Conseil d'administration: Le C.A. se composera dorénavant de sept personnes (élues) au lieu de cinq.

Lors de la "convivencia"*, se continuèrent les retrouvailles et échanges amorcés plus tôt.

Et le déroulement de notre assemblée se

poursuivit par la présentation des divers rapports sur nos publications, activités de formation, réseau d'urgence, représentations, comité Honduras, concertation, solidarité, Romero '89 et visites au comité.

Clotilde Lemay nous offrit alors son rapport moral et Hervé Caron nous fit part du rapport financier. Les prévisions budgétaires pour 1989 furent ensuite adoptées.

Puis, il y eut échange sur les priorités de travail pour la prochaine année:

- Souligner de manière significative le dixième anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero (24 mars '90).

- Harceler de façon systématique le gouvernement canadien quant à sa politique à l'égard de l'Amérique latine.

- Constituer un collectif de jeunes engagé-e-s en solidarité avec l'Amérique latine.

- Continuer de faire connaître la situation du Nicaragua.

- Diversifier les sources de financement.

Enfin, dans la noirceur d'une panne de courant mais avec la clairvoyance des votant-e-s, ont été élu-e-s au C.A.: Hervé Caron, Jean-Guy Casaubon, Denise Girard, Clotilde Lemay, Charlemagne Ouellet, Gilles Rivet et Barbara Zerter.

* En Amérique latine, repas pris en commun.



Va-et-vient au Comité...

• Dans le dernier numéro du *Caminando* on vous apprenait avec regret le départ d'Iris Almeida de la coordination du Comité. Nous sommes aujourd'hui heureux de vous annoncer que **Lorraine Guay** a accepté de travailler à la coordination des activités du Comité avec Jean Robitaille. Lorraine est une militante bien connue et très estimée des réseaux montréalais de solidarité internationale, en particulier dans le cas du Salvador. Mais Lorraine est aussi une femme très engagée dans les luttes sociales ici au Québec. Elle vit et milite depuis bon nombre d'années dans le quartier Pointe St-Charles, à Montréal. Tout en collaborant à temps partiel au Comité, Lorraine continuera aussi à travailler comme infirmière spécialisée en santé mentale. Toute l'équipe du Comité est donc très fière d'accueillir Lorraine Guay, une femme qui témoigne d'une grande fidélité à ses options et qui nous apporte sa sensibilité, son leadership ainsi qu'une analyse perspicace et lucide de la situation centro-américaine.

• Les dernières semaines nous ont permis d'accueillir plusieurs visiteurs et ami-e-s d'Amérique latine et d'outre atlantique:

- Le secrétaire général du mouvement international **Pax Christi**, **M. Etienne De Jonghe**, a passé une soirée avec nous le 20 avril dernier. Quelques personnes de Montréal et de Sherbrooke ont alors pu prendre davantage connaissance des orientations de ce mouvement oeuvrant pour la promotion de la paix et des droits humains.

- En collaboration avec CUSO et le **comité d'appui au peuple bolivien**, le Comité chrétien organisait le 8 mai dernier à l'UQAM, une soirée publique avec **Rosamaria Ruiz**, journaliste et militante avec les femmes "campesinas" boliviennes.

- Quatre représentantes des associations de familles de disparu-e-s (**ACAFADE** et **Mères de la Place de Mai**) nous rendaient visite dans la semaine du 1er mai à Montréal. Nous avons organisé le 3 mai un dîner-causerie à la Ligue des droits et libertés auquel ont participé des membres de différents organismes de solidarité.

Un article de Lorraine Guay dans le présent numéro du *Caminando* fait rapport des témoignages et des discussions qu'on y a eus.

- **Emilio Garcia**, de l'**Equipo Pueblo** du Mexique a été reçu au bureau du Comité le 10 mai. Nous avons discuté ensemble du mouvement populaire et du mouvement des *campesinos* au Mexique.

- A la veille de la passation officielle des pouvoirs aux mains de l'extrême-droite au **Salvador**, nous avons participé à l'organisation de la tournée québécoise de **M. Mario Lopez**, représentant de la commission politico-diplomatique du **FDR-FMLN**. Lors d'une conférence de presse tenue le 9 mai dernier, M. Lopez nous a entretenus des conséquences de l'arrivée au pouvoir du groupe ARENA. Il a aussi traité des stratégies d'avenir pour l'opposition politique et militaire au Salvador.

- Une grand collaboratrice de **Dom Pedro Casaldaliga** était de passage au Québec pour quelques mois. **Françoise D'Auteuil**, originaire de la région de Trois-Pistoles, compte plus d'une quinzaine d'année de travail et d'engagement pastoral au **Brésil**. Au moment de sa visite au Comité le 18 avril dernier, elle se préparait avec enthousiasme à retourner au Brésil. Nous nous sommes mutuellement engagé-e-s à poursuivre ensemble notre travail de solidarité.

• **Les droits humains et les disparus en Amérique latine**, tel était le thème d'une conférence internationale tenue à Vancouver du 26 au 28 avril dernier. **Jean Robitaille** y participait pour le Comité. Il a particulièrement apprécié la qualité des invité-e-s d'Amérique latine qui provenaient de plusieurs pays (Salvador, Honduras, Guatemala, Nicaragua, Argentine, Chili, Pérou, Colombie, Costa-Rica, etc.) et de multiples organismes de droits humains. L'occasion était donc belle pour raffermir nos liens avec ceux-ci. Cette conférence a aussi permis de tisser de bons liens avec d'autres groupes de solidarité actifs à travers le Canada. Des projets de célébration pan-canadienne du dixième anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero sont même envisagés.

Sommaire

Pourquoi voter?	2
La paix est-elle possible au Salvador?	3
Année de solidarité	7
Évangélisation 2000	7
1500 religieux du Pérou déclarent... ..	9
Les sectes au Honduras	11
La "chamaillerie" de Casaldaliga avec le Vatican	12
Bill Smith... PRESENTE!	14
Martyre du Salvador	15
Les disparitions forcées	16
L'Église du Honduras et le changement social	19
ARMX 89	22
Atelier de travail sur le Salvador	23
Romero 89	24
Assemblée générale du Comité	26
Va-et vient	27

Voici un coupon pour vous abonner ou abonner un-e ami-e:

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Abonnement (5 numéros par année): \$10 au Canada; \$12 à l'étranger

Le **Caminando** est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié cinq fois par année.

Adresse: 25 Jarry O., Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone: (514) 387-2541

Ont collaboré à ce numéro: Robert Bigras, Denise Caron, Denise Girard, Lorraine Guay, Nicole Leduc, Madeleine Perrault, Jean Robitaille et Aline Sarrazin.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec